L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 3 MAI 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No 51, rue de Chartres, et No. 13, rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 3 MAI 1848.

SITUATION DE L'IRLANDE.

Malgré sa position isolée, l'Angleterre ressent le contre-coup des événements qui s'accomplissent sur le continent européen. Les chartistes sont sans doute un danger sérieux pour le gouvernement de Sa Majesté la reine Victoria, dans ce que les ministres anglais redoutent le plus: c'est l'inflammable Irlande. Les partisans du rappel se préparent activement à la lutte. Partout on fabrique des armes, et partout on les distribue au peuple. Le gouvernement répond à ces menaces en mondant l'Irlande de troupes et en faisant croiser des steamers de guerre en vue de Dublin.

Les journaux anglais ne se dissimulent pas la gravité de la situation. Ils engagent le ministère à faire certaines concessions, mais ne viendront-elles pas trop tard? Il s'est déjà formé en Irlande un parti qui ne se contente plus du rappel et qui veut la République. Qui sait si cet étendard levé par de puissantes mains ne rallierait pas de nombreuses adhésions? En pareilles cas, il suffit qu'un homme prenne l'initiative pour que d'autres suivent la même voie; il suffit qu'une voix s'élève dans le silence pour qu'une acclamation générale parte du sein du peuple.

Les journaux irlandais tiennent un langage dont le gouvernement doit s'effrayer à juste titre. Ils adressent d'énergiques appels au peuple et l'exhortent à combattre pour la liberté et l'indépendance nationale. Dans tout autre pays, ces journaux seraient saisis et leurs rédacteurs traduits devant un tribunal de justice. Mais en Angleterre, on comprend la vraie liberté, la liberté de la presse, la liberté de la parole; on respecte tous les droits, le droit de réunion, le droit de pétitionner. La presse peut attaquer le gouvernement, ses actes et ses projets lui adresser des reproches, fondés ou non, et exciter même le peuple à la résistance; les ministres restent impassibles, faisant leur profit des considérations par la sagesse, et dédaignant les clameurs des uns, excusant la haine ou la malveillance.

Nous croyons sincèrement que l'Angleterre est redevable de la tranquillité dont elle a joui depuis si longtemps, à cette manière raisonnable de comprendre et de pratiquer la monarchie constitutionnelle. Si le gouvernement n'avait pas cherché à porter atteinte au droit de réunion en France, Louis Philippe serait encore sur le trône et ses ministres ne promenaient point leur grandeur déchoir sur la terre d'exil. Il vaut de la marge à la liberté; lorsqu'on veut la restreindre dans des limites étroites, elle acquiert une formidable force d'expansion et brise les vaines barrières qu'une frayeur peu sensée avait élevées autour d'elle. Si cette liberté n'existait pas dans toute sa plénitude dans la Grande-Bretagne, il y a longtemps que le peuple serait sous une violence à ses plaintes, que la classe ouvrière, si malheureuse dans le royaume-uni, se serait insurgée et aurait ébranlé l'aristocratie en même temps que la royauté.

Et ce n'est que la situation de l'Irlande ne soit pas alarmante? Non. Les moyens que nous venons d'énumérer peuvent retarder l'explosion, mais ils ne la préviennent pas toujours. Il y a de graves symptômes qui indiquent que les Irlandais se sont mis sérieusement à l'œuvre, et qu'ils veulent conquérir de nouvelles libertés. Dans les clubs qui se sont organisés à Dublin et ailleurs, on enseigne aux jeunes gens le maniement des armes et on leur met à la main des pistolets et des carabines. Cet état de choses n'est pas non plus rassurant pour le gouvernement anglais. Tandis que l'exaspération trouvait une issue et une satisfaction dans des harangues plus ou moins violentes, l'Angleterre pouvait surveiller les mouvements et garder une attitude purement défensive. Aujourd'hui les actes succèdent aux paroles. On ne dénonce plus les ministres, on ne pousse plus de frénétiques hourras en l'honneur du rappel, mais on s'arme en silence et on attend l'éclosion des événements. Toutes les forges du pays fabriquent des lances, des sabres et des coutelas, et elles ne peuvent suffire aux demandes de la population. Ce n'est point là une exagération: nous puisons nos renseignements dans des journaux irlandais, dont le langage, du reste, ne doit rassurer que médiocrement le gouvernement de la Reine. La nuit, des signaux sont allumés sur les collines et sur les montagnes, et lorsqu'on demande aux paysans ce que cela veut dire, ils gardent le silence ou répondent par de sinistres monosyllabes.

Que serait-ce maintenant si nous citions les discours des orateurs irlandais? On s'étonne en vain, dit-on, que l'insurrection n'ait pas encore été le signe d'une révolutionnaire ne se soit pas encore manifestée; mais ce calme ne présage-t-il pas l'orage? Le lion ne dort-il pas sous la mousse? Nous saurons bientôt.

Peut-être n'est-ce qu'un nuage qui assombrit momentanément l'horizon de l'Angleterre; ce peut-être aussi ce nuage renferme-t-il la foudre qui brise et consume.

EUROPE.

L'*Arabia* est arrivé à Boston dans la soirée du 23 avril. Les nouvelles qu'il apportait ont été immédiatement télégraphiées à New-York et le *Herald* en contenait le lendemain un sommaire très détaillé. Il y a cependant fort peu à ajouter à la dépêche télégraphique que nous avons empruntée aux journaux de St Louis, et que l'*Abeille* reproduisit il y a deux jours.

Les avis d'Angleterre et d'Irlande confirment ce que nous savons déjà sur ces deux pays. La frayeur des chartistes contre le gouvernement était arrivée à son comble. Un journal anglais, *l'Europe Times*, exprime de sérieuses appréhensions. Nous espérons, dit-il, que le peuple sera assez prudent pour éviter toute démonstration hostile, et que le ministère sera assez raisonnable pour accorder aux citoyens les justes réformes qu'ils exigent.

Les nouvelles de l'Inde ne manquent pas de gravité. On craint de nouvelles hostilités avec la Chine, et l'on armé pour cette éventualité. Plusieurs frégates se rendent dans les mers de la Chine.

Le 3 avril, Lamartine a reçu la députation qui lui a été conduite par M. Smith O'Brien. Le ministère des affaires étrangères a répondu en termes assez flattés, mais modérés aux différents discours qui ont été prononcés dans cette circonstance. Nous ne traduisons par son discours; nous aimons mieux reproduire l'original que nous trouverons dans les journaux français.

Les avis d'Italie augmentent chaque jour d'importance. Le roi de Sardaigne se trouve dans la Lombardie à la tête d'une armée de trente mille hommes, et a déclaré la guerre à l'Autriche, en notre nom, comme, et a marché sur Milan. Les Autrichiens ont été battus sur tous les points. Nous avons déjà dit que la Savoie avait constitué en république. C'est un journal de Lyon qui l'annonce. Les Milanais ont envoyé une adresse à Pie IX; il lui attribuent tout l'honneur des événements qui amènent l'émancipation de l'Italie.

La confusion règne encore en Autriche. Le général Radetzki aura été probablement obligé de capituler.

Le roi de Prusse continue à promettre des réformes et à parler de la reconstitution de l'empire d'Allemagne. Il s'est attiré une querelle avec les Danois à propos des duchés de Holstein et de Schleswig; d'un autre côté, il a encouru la colère de l'autocrate de Russie en encourageant les efforts des Polonais. On dit que cinquante mille Cosaques ont fait leur apparition à l'Est, et il suffit donc d'une étincelle pour allumer une conflagration générale. On sait qu'une armée de 150,000 Russes est déjà réunie sur la frontière de Pologne.

La France garde la plus stricte neutralité: on voulait y recruter des troupes; le Vorort a blâmé ce acte.

Tous les pays situés sur la rive droite du Rhin ont été violemment agités. Nous ne reviendrons pas sur les détails que nous avons déjà publiés.

Les Danois sont exaspérés contre le roi de Prusse; ils se préparent activement à la guerre.

La Belgique et la Hollande son assez tranquilles.

Aux dernières dates, le calme régnait à Paris, et les troubles éclatés à Lyon avaient été apaisés. L'élection pour les officiers de la garde nationale a été favorable aux candidats républicains. On parlait de la retraite de M. Garnier-Pagès; M. Michel Fould, banquier, désirait devenir succéder au ministère des finances. Abd-El-Kader est l'objet d'une sévère surveillance. On croit qu'il sera transféré à Pau. Des remontrances, en fait, ont été adressées au Gouvernement provisoire par les agents diplomatiques de la Belgique, de la Prusse et de l'Autriche touchant les démonstrations qui ont eu lieu à Paris contre leurs gouvernements respectifs. Dans sa réponse, Lamartine a déclaré que la France n'était animée que de loyales intentions envers ces gouvernements, mais qu'elle éprouvait une vive sympathie pour le sort des Polonais, si vive qu'elle ne serait peut-être pas éloignée de les secourir s'ils entreprenaient de reconquérir leur liberté et leur nationalité.

Il paraît que le général Cavaignac, gouverneur-général d'Algérie, a refusé le portefeuille de la guerre qui lui était offert. On écrit de Toulon, à la date du 25 mars, que dix mille hommes de nouvelles troupes allaient s'embarquer pour l'Algérie.

Une violente émeute a éclaté le 26 au soir dans les rues de Madrid. Le combat entre le peuple et les soldats a duré depuis 7 heures du soir jusqu'à 4 heures du matin. Le nombre des victimes est considérable. Les républicains sont les auteurs de ce mouvement. On assurait que la reine Christine avait pris la fuite. Un des membres du cabinet, M. Escosura, a été blessé dans la mêlée. Le 27, Madrid a été déclaré en état de siège. La tranquillité y régnait depuis ce moment, mais une grande effervescence s'était manifestée dans les provinces. M. Olozaga et M. Escosura ont été tous les deux arrêtés par ordre de Narvaez.

Rien de nouveau en Portugal.

THÉATRE D'ORLÉANS.

BÉNÉFICE DE M. DUFFEYTE.

Jeudi dernier notre excellente prima-donna prenait son bénéfice; c'est demain le tour du ténor. La saison théâtrale expirera dans quelques courtes semaines, et les dernières soirées, on le sait, ne sont pas les moins brillantes. Les bénéfices sont de véritables solennités qui réunissent un public d'élite et font souvenir époque dans les fastes d'un théâtre. La représentation de ce soir attirera la foule des admirateurs de M. Duffeyte. Le bénéficiaire a fait preuve de goût en choisissant la *Favorite*: le rôle qu'il y remplit est un de ceux qui d'rend avec le plus de bonheur. Nous ne disons rien de la musique: elle s'est acquise parmi nous une véritable popularité de salons, qui fut vant au nouveau succès chaque fois qu'elle est interprétée au théâtre.

Une dépêche télégraphique transmise hier au soir à la Nile-Orléans annonce que le navire *Cybèle*, parti de New-York pour Rotre port, n'est perdu dans les parages des Berry-Islands. On croit pouvoir sauver la plus grande partie de la cargaison.

La malle du Nord nous a encore fait faute hier; nos dernières dates de New-York ne sont que du 23 avril.

TEXAS.—Le steamer *Palmetto* nous a apporté hier des journaux texiens jusqu'au 29 avril. Nous avons parcourus sans y rien trouver d'intéressant. Nous voyons cependant avec plaisir que les whigs du Texas se préparent à nommer des délégues à la Convention nationale de Philadelphie.

VIRGINIE.—L'élection annuelle des membres de la législature a eu lieu jeudi dernier dans la Virginie. Les journaux de cet Etat disent que les esprits sont très calmes, et que le vote sera probablement moins considérable que par le passé. On parle du triomphe des démocrates comme d'une chose assez positive. Nous verrons.

NOUVELLES MARITIMES.—La corvette *Saratoga* sous le commandement du capitaine Nicholson, est arrivée à Norfolk le 24 du mois dernier. La corvette *Germantown* a mis à la voile le 25: elle se rend à Vera-Cruz.

NOUVEAU MEXIQUE.—Nous trouvons dans les journaux de St-Louis quelques avis récents du Nouveau-Mexique. Ils démentent le bruit de la défaite des Américains au Passo.

CONGRES.

SENAT.—*25 avril.*—M. Cass propose d'examiner le bill relatif aux réclamations californienes, et que le comité des affaires militaires l'amende. Cette motion est adoptée.

M. Mason répond à un discours prononcé il y a quelques jours par M. Badger.

M. Badger réplique.

M. Benton prend à son tour la parole.

M. Underwood parlera demain.

Sur motion le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.—Le bill pour l'admission du Wisconsin dans l'Union est pris en considération, et mis à l'ordre du jour pour la séance de mardi prochain.

On continue à délibérer sur la résolution de M. Palfrey, relative aux menaces qui, selon l'honorable membre, auraient été adressées à quelques représentans.

M. Giddings prend la parole contre la résolution. Chaque homme, dit-il, doit se défendre lui-même.

Sur motion, la Chambre se constitue en comité général pour délibérer sur le bill du Sénat annulant la décision du commissaire des pensions sur la gratification accordée aux soldats.

M. Thompson, du Mississippi, présente un amendement portant qu'une gratification en terres sera accordée aux soldats qui ont servi pendant la dernière guerre.

On présente plusieurs autres amendements qui sont discutés jusqu'au moment de l'ajournement.

(*Correspondance particulière de l'Abeille.*)

WASHINGTON, 22 AVRIL 1848.

Une grande agitation règne au sein de la Chambre des Représentants depuis trois jours. La cause de cette agitation, vous le devinez sans doute, c'est la soustraction d'un grand nombre d'esclaves par des abolitionistes, et le rôle qu'a joué dans cette affaire M. Giddings. On croit que sa philanthropie couvrait d'autres desseins moins désintéressés.

M. Giddings est alle voir en prison les individus accusés de l'enlèvement des esclaves, pour leur donner les conseils qu'exige leur position et leur offrir le secours de quelques avocats. Tandis qu'il se mêlait ainsi officieusement d'une affaire dont les tribunaux étaient saisis, on vit lui dire que l'indignation populaire était à son comble et qu'il eut à se tenir sur ses gardes.

Le lendemain, M. Palfrey introduisit une résolution portant qu'un comité serait nommé pour s'informer des résolutions de M. Palfrey; sinon il est certain que la chambre n'ordonnera point d'enquête, à moins que les choses ne prennent une autre physionomie.

L'agitation contre le *National Era*, journal abolitioniste, n'est calmée et l'on croit avec plus que l'ordre public soit troublé. Ceux qui se sont portés contre les bureaux de l'*Era* n'avaient aucun mandat à se conduire comme ils l'ont fait. Les propriétaires des esclaves, l'ont citoyens honorables qui ont réellement souffert voulaient soumettre paisiblement la question aux tribunaux. Il faut avant tout chercher qui remède dans la loi; autrement on expire les choses.

Les citoyens de Washington, dont les [illegible] ont été sensibles, ont fait preuve d'une grande modération et ont montré le plus grand respect pour l'autorité civile. Le crime qui avait été commis, l'agitation qui régnait au Congrès, l'opinion publique dans les Etats voisins, tout devait contribuer à enflammer les esprits et à provoquer des désordres. Mais la suprématie de la loi a été respectée.

M. Buchanan est de retour à Washington: il avait été passer quelque temps en Pennsylvanie. On sait le but de son voyage: il a voulu préparer les voies pour la seconde candidature de M. Polk. Le secrétaire d'Etat comprend enfin qu'il n'a pas nommé aucune chance. Il ne serait cependant pas retiré devant Cass, son formidable concurrent, ni devant Woodbury, ni même devant Walker qu'il déteste cordialement.

La nomination de ses derniers le blessait dans son orgueil et détruirait à jamais ses espérances d'avenir. Il cherche maintenant à conserver ce qu'il possède en abandonnant, lorsqu'il le faudra, les prétentions qu'il pouvait avoir. Pour arriver à ce but, il soutiendra de toutes ses forces la candidature de M. Polk. Il recevra le vote de la Pennsylvanie au premier scrutin, à la convention de Baltimore, puis il ne sera plus question de lui. Il serait alors bien heureux que le vote de la Pennsylvanie passât à M. Polk. En 1844, les délégués de cet Etat votèrent pour Buchanan, et agirent suivant ses désirs. Ils s'apprêtent plus tard qu'il avait travaillé pour son propre compte, et qu'ils avaient été dupés. Se ménagerait-il trouver de nouveau? Ce n'est pas probable. Pauvre Buchanan! il lutte vainement contre la fatalité. Il a fourni sa carrière. Se chute n'excitera aucun regret.

Depuis quelques jours les chances de M. Polk se sont considérablement accrues. Ses amis sont unis et pleins d'espoir; un même but les anime. Les vieux sont dépouillés. Et les résultats [illegible] ils feront en cette que leurs rivaux n'en [illegible]. Dans le cas où ils parviendraient à [illegible] du Sud, les autres candidats [illegible] leurs espérances. Les [illegible] de l'ouest [illegible] M. Polk [illegible] d'une délégation.

[illegible] M. Polk [illegible] Cass [illegible] M. Polk [illegible] Cass [illegible] M. Polk [illegible] Cass [